

Les Kanaks réaffirment leur quête de souveraineté

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / STÉPHANE AUGIER

28 mai 2024



À la suite du passage éclair du président de la République en Nouvelle-Calédonie, les indépendantistes ont, dans un long communiqué daté du samedi 25 mai donné leur avis sur leurs échanges avec le chef de l'État, et réaffirmé clairement leur position quant au devenir institutionnel de leur territoire qu'ils n'ont jamais cessé de nommer Kanaky.

Le retour à l'ordre constituait le seul objectif clairement énoncé par Emmanuel Macron tout au long de sa visite. Le reste du discours d'Emmanuel Macron paraît plus ambigu. Entre la promesse du non-passage en force sur le dégel du corps électoral et la légitimité démocratique proclamée par le chef de l'État de cette réforme, le positionnement par exemple d'Emmanuel Macron quant à l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie paraît flou.

Dans leur communiqué, les indépendantistes ne barguinent pas avec les mots. Ils approuvent que le dossier sur l'avenir institutionnel soit repris au plus haut niveau de l'État. Mais ils demandent le retrait pur et simple du projet de réforme constitutionnelle, et donc du dégel électoral.

Le mouvement appelle à « desserrer l'étau » sur les barrages, mais le FLNKS dit « avoir pris connaissance avec étonnement de l'arrivée précipitée du président de la République française accompagné des deux ministres que le peuple tient pour responsables de l'échec de la sortie de l'accord de Nouméa ainsi que du carnage actuel »

D'ailleurs à la suite d'une demande ferme du FLNKS, la rencontre du président de la République avec le mouvement indépendantiste auquel était associée la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT) s'est tenue en l'absence des ministres Sébastien Lecornu et Gérard Darmanin, qui par « leur gestion catastrophique du dossier calédonien sont totalement disqualifiés à ce jour ».

Les indépendantistes dans leur communiqué indiquent avoir fait savoir au chef de l'État leur détermination invariable à faire accéder la Kanaky Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté. Le mouvement estime d'ailleurs que la responsabilité du gouvernement français est majeure dans la situation chaotique de ces derniers jours en raison de « la fin de l'impartialité de l'État et du consensus pour privilégier la méthode du passage en force ».

Le front indépendantiste rappelle aussi que la CCAT « a continuellement appelé à la retenue tout en manifestant l'opposition ferme » au processus enclenché par l'État. Il annonce aussi que la seule solution viable à cette crise ne peut passer que par une réponse de nature politique et non répressive.

Le mouvement indépendantiste demande le retrait du projet de loi

constitutionnelle et la création d'une mission de médiation de haut niveau, composée de personnalités françaises, régionales ou internationales de sorte à créer toutes les conditions propices à un dialogue apaisé pour mener vers un accord politique global.

Le chef de l'État a donné un délai d'un mois pour renouer le dialogue entre élus locaux, mais à l'unique condition d'une levée des barrages. Les indépendantistes perçoivent mal ces déclarations d'Emmanuel Macron qui selon eux « tente de ne pas perdre la face ». Le FLNKS estime que les propos d'Emmanuel Macron traduisent deux choses : d'abord, la mobilisation a réussi à faire plier le gouvernement français. Ensuite, que l'opinion nationale et internationale a pris position pour leur combat.

À Baku, capitale de l'Azerbaïdjan, était organisé en juillet 2023 le sommet ministériel du mouvement des Non-alignés. Lors de la table ronde « Vers une complète élimination du colonialisme », Roch Wamytan, président du Congrès de la Nouvelle-Calédonie avait déclaré que la politique de la France contre le peuple de Nouvelle-Calédonie se poursuit toujours. « La France ne se retire pas de sa position. Notre nation est très attachée à son histoire et veut faire entendre sa voix à l'international », a-t-il précisé (photo ci-dessus).

Le front indépendantiste observe que l'obtention au Congrès de Versailles d'une majorité suffisante de parlementaires français pour adopter définitivement le dégel du corps électoral devient de plus en plus compromise. Le FLNKS salue le fait que le sujet de l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie soit « enfin » traité directement par Emmanuel Macron « avec tout le sérieux et l'engagement que cela implique », regrettant néanmoins « l'extrême violence de la répression orchestrée par les forces de l'ordre et de l'armée sur le terrain en totale contradiction avec les propos du président ».

